

**CATHY POMART**

**MCF HDR en droit privé et sciences criminelles  
Centre de Recherche Juridique  
Université de La Réunion**

**Directrice de Centre de Recherche Juridique  
Responsable pédagogique de la L2 Droit (Nord)  
Co-responsable pédagogique du Master JPP**

**cathy.pomart@univ-reunion.fr**



## **CURRICULUM VITAE SYNTHETIQUE**

### **I – DIPLÔMES ET TITRES UNIVERSITAIRES**

---

<u>Février 2021</u>	<b>Qualification en qualité de Professeur au 46-3° (CNU) mais classement en 2<sup>nd</sup>e position sur le poste n°4305 Université de La Réunion (non lauréate)</b>
<u>Déc. 2006</u>	<b>Habilitation à diriger des recherches</b> (dir. Pr Jean-Baptiste SEUBE, Université de La Réunion).
<u>Fév. 2003</u>	<b>Qualification aux fonctions de Maître de Conférences - CNU (section 01).</b>
<u>Sept. 1999-Nov. 2002</u>	<b>Doctorat de Droit privé</b> Mention très honorable Félicitations du jury, Autorisation de publication (dir. Pr Françoise DEKEUWER-DÉFOSSEZ, Université Lille 2).
<u>1994-1999</u>	<b>DEA de Droit privé mention AB</b> (Université Lille 2). <b>DEUG mention B, Licence mention B, Maîtrise mention B</b> (Université Lille 2).
<u>Juin 1994</u>	<b>Baccalauréat Série C mention Bien</b> (Lycée A. Châtelet – Douai).

### **STATUTS SUCCESSIFS :**

<u>Campagne 2020</u>	<b>Avancement au titre de la Hors Classe des Maîtres de Conférences (CNU)</b>
<u>2004-2020</u>	<b>Maître de Conférences, Classe normale</b> à l'Université de La Réunion.
<u>2002-2004</u>	<b>Attachée Temporaire à l'Enseignement et la Recherche</b> à l'Université de Lille 2.
<u>1999-2002</u>	<b>Allocataire de Recherche</b> – Allocation d'état (Université de Lille 2). <b>Vacataire</b> (Universités de Lille 2 et d'Artois / Faculté Catholique de Lille).

## II – ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

---

### 1°- PRINCIPALES DISCIPLINES ENSEIGNÉES LES 5 DERNIÈRES ANNÉES :

- Droit de la famille (L1 - CM) - Droit des personnes (L1 - CM) – Introduction au droit (L1 - CM) ;
- Droit pénal général (L2 - CM) - Droit pénal spécial (M1 - CM) - Droit pénal des affaires (M2 - CM) ;
- Procédure pénale (L3 / M1 - CM) ;
- Action publique et vulnérabilité (M2 Droit public – CM) ;

### 2°- RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES :

- **Responsabilité pédagogique de formations** de façon continue entre 2004 et 2012 et depuis 2015.  
Actuellement,
  - Responsable pédagogique L2 Droit
  - Co-responsable pédagogique du Master Justice Procès Procédures (ouvert. 2021).
- **Directrice de la Clinique du droit** (2017-2018) (20/25 étudiants bénévoles) ;  
**Responsable du pôle droit pénal** (2017-2018) / **du pôle droit civil** (2015-2017) **de la Clinique.**
- **Présidente de la Commission de Validation des acquis du diplôme de Doctorat en droit** (2016-2021).
- **Membre de de la Commission de Validation des acquis du diplôme de Licence en droit** (2018-2021).
- **Participation au jury de sélection du meilleur mémoire de master 2 de droit de la Faculté de droit et d'économie** (2016-2021) UFR Droit et Économie / LexOI.
- **Correctrice pour l'examen d'entrée à l'École des Avocats (préCAPA) de l'IEJ de La Réunion – droit pénal, procédure pénale, droit civil** (depuis 2016).
- **Membre du jury de l'examen d'entrée à l'École des Avocats (préCAPA) de l'IEJ de La Réunion** (en 2020).

## III – ACTIVITÉS DE RECHERCHE

---

### 1°- ACTIVITÉS DE RECHERCHE INDIVIDUELLE :

- Rattachement au **Centre de Recherche Juridique** (CRJ) (ex-EA n°14, La Réunion).  
Collaboration avec l'Équipe de Recherches Appliquées au Droit privé (L'ERADP) (EA n°4487, Lille 2)  
Chronique annuelle sous la dir. de la Pr. DEKEUWER-DÉFOSSEZ / Ch DESNOYER.
- L'approche privilégiée en matière de recherche est une approche sous l'angle de la **légalité formelle** et **matérielle** et de l'**évaluation législative** mais également des **sources du droit**.
- Principales disciplines abordées : droit de la famille, droit des personnes, droit pénal, droit de la santé.
- Mots clefs de la recherche : Instruments juridiques et techniques législatives / Sources du droit / Offices du juge et du législateur / Normativité / Notions à contenu variable / Intérêts et droits subjectifs / Conflits de normes / Systèmes et théories / Vulnérabilités.
- Principaux domaines de déploiement de la recherche : Droit de la famille, droit pénal, droit de la santé.

### 2°- ACTIVITÉS DE RECHERCHE COLLECTIVE :

- **Organisation de colloques/journées d'études (8) :**
  - 1) Colloque « Commande publique et pérennisation de l'emploi (26 nov. 2021) en collab. avec O. DESAULNAY ;
  - 2) Journée d'études de présentation de l'ouvrage « Corps humain, technologies et droit » (déc. 2022) en collab. avec C KUHN ;

- 3) « Dangers et droits fondamentaux » (2019) en collab. avec F. CAFARELLI, publié à la RDLF 2020 ;
- 4) « Vulnérabilité et droits fondamentaux » (2018) en collab. avec F. CAFARELLI, publié à la RDLF 2019 ;
- 5) « Regards croisés sur les addictions » (2017) en collab. avec Dr. D. MÉTÉ, publié à la RJOI 2019 ;
- 6) « Sécurité sanitaire et risques médicamenteux » (2017), publié à la RJOI 2018,
- 7) « L'accès à la maternité et à la parentalité à La Réunion et dans l'océan Indien » (2012), publié à la RJOI 2013 ;
- 8) « Aide aux victimes » (2009), publié à la RJOI 2010.
- **Participation à des projets de recherche collectifs (4) :**
- 1) Projet de recherche « Commande publique et pérennisation de l'emploi », avril-nov. 2021, en partenariat avec GET 974 – Atelier participatif 21 sept. 2021 ;
  - 2) Animation de l'atelier participatif interdisciplinaire « Corps humain et technologies » (depuis sept. 2018) avec C. KUHN – publication d'un ouvrage collectif « Corps, technologies et droit » prévue pour nov. 2021 (Ed. Varenne) ;
  - 3) Co-portage du GIP Droit et justice « Qualité de la norme et désordre normatif », Université de La Réunion (2013-2014) ;
  - 4) Participation au GIP Droit et justice « Les conflits de normes ou traitement jurisprudentiel et légistique des conflits de normes de même niveau », Université de Lille 2 (2012).
- **Participation à des colloques / des journées d'études / des tables-rondes**
- **Participation à la Revue Juridique de l'océan Indien :**
- \* 2006-2013 : Responsabilité des rubriques « Droit de la famille » et « Droit pénal » ;
  - \* 2011-2012 : Vice-présidente de l'Association de la Recherche en Droit dans l'Océan Indien devenue LexOI N°W9R4000815 et Rédactrice en chef de la RJOI.
- **Participation aux sommaires commentés « Droits de l'enfant » du L'ERADP depuis 1999** (Université de Lille 2 – sous la direction de la Pr. F. DEKEUWER-DÉFOSSEZ / Ch. DESNOYER) – Chronique annuelle.
- **Encadrement doctoral :**
- \* Thèse soutenue: Fahranaz BADOURALY SAMDJEE, *Pour une incrimination internationale du blanchiment*, co-directeur Pr. H. LÉCUYER, 2013 (publication : Fahranaz Bsk JETHA, *Une nécessaire harmonisation internationale de la lutte anti-blanchiment*, Connaissances et Savoirs, 2016) (50%).
  - \* Thèse en cours :
    - Vani HOAREAU, *Syndrome d'alcoolisation fœtale et responsabilités*, 1<sup>ère</sup> inscription 2019, financement Contrat doctoral (100%) ;
    - Nasha PATEL, *Vulnérabilités et droit pénal*, 1<sup>ère</sup> inscription 2021, financement Contrat doctoral (50%)
    - co-direction : Diane ROMAN, Pr Paris I.
  - \* Participation à des comités de suivi de thèse
  - \* Conception et co-organisation des séminaires de rentrée et de professionnalisation des doctorants du CRJ (depuis 2018).
- **Valorisation de la recherche : publication de la newsletter du Centre de Recherche Juridique – L'écho du CRJ - depuis le début du mandat de directrice du CRJ** (fréquence semestrielle) 7 numéros : déc. 2017 ; juin 2018 ; déc. 2018 ; juin 2019 ; déc. 2019 ; juil. 2020 ; juil. 2021 ; déc. 2021 (en cours).

#### IV – PRINCIPALES RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES :

---

##### 1°- RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES AU SEIN DE L'UNIVERSITE DE LA REUNION :

<u>2017-en cours</u>	<b>Directrice du Centre de Recherche Juridique</b> (ex-EA n°14, La Réunion). <b>Référente HAL pour le Centre de Recherche Juridique</b> <i>1<sup>er</sup> mandat : mars 2017 - novembre 2020</i> <i>2<sup>ème</sup> mandat : janvier 2021 - en cours</i>
<u>2017-déc. 2019</u>	<b>Membre du Conseil de l'École doctorale Sciences Humaines et Sociales.</b> <i>puis prolongation jusque sept 2021</i>
<u>Sept. 2012-juil. 2016</u>	<b>Vice-présidente en charge de la Formation et de la Vie Universitaire.</b>
<u>Juin 2015-juil. 2016</u>	<b>Directrice du Pôle Relations extérieures Orientation et Formation pour l'Insertion Professionnelle</b> (Service commun - Université de La Réunion).
<u>Sept. 2012-juil. 2016</u>	<b>Membre du Conseil d'administration.</b>
<u>2005-2008 puis 2012</u>	<b>Membre du Conseil des Études et de la Vie Universitaire.</b>
<u>Mars 2013-juil. 2016</u>	<b>Membre de la Section disciplinaire des usagers.</b>
<u>2010-2012</u>	<b>Chargée du Plan « Réussir en Licence ».</b>
<u>2008-2011</u>	<b>Assesseure puis Vice-doyenne chargée de la pédagogie</b> (UFR Droit et Économie - Université de La Réunion).
<u>2005-2008</u>	<b>Assesseure chargée des Relations Internationales</b> (UFR Droit et Économie - Université de La Réunion).

##### 2°- PRINCIPALES MISSIONS D'EXPERTISE HORS UNIVERSITE :

<u>2020 et 2021</u>	Participation à l'organisation d' <b>Ateliers de pratiques Santé - soins / Justice</b> en collaboration avec Santé Addictions Outre-Mer (SAOME) ; Animation des ateliers prévue en 27 nov. 2020 (Sud) et 17 sept. 2021 (Nord).
<u>17 février 2020</u>	Participation à la <b>réunion annuelle du Parquet général et des parquets du ressort</b> , CA Saint-Denis de La Réunion (éclairage sur l'étude <i>féminicides</i> ).
<u>Mars 2019-Fév. 2020</u>	<b>Portage de l'Etude « Féminicides conjugaux à La Réunion entre 2006 et 2019 (volet juridique) :</b> Encadrement de 5 stagiaires étudiants en droit. Présentation des premiers résultats lors de l'atelier du 25 nov. 2019, CA de Saint-Denis. COPIL de clôture le 8 février 2020 : Restitution du rapport final.
<u>Février 2020</u>	<b>Expertise auprès de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme</b> (Paris) Évaluation d'une candidature à l'AAP du Programme Directeur d'Études Associé.
<u>Depuis 2008</u>	<b>Membre de la Commission de conciliation et d'indemnisation des victimes d'accidents médicaux</b> (CRCI puis CCI de La Réunion – Collège des personnalités qualifiées).
<u>Depuis 2018</u>	<b>Conciliatrice mandatée par la Présidente de la CCI de La Réunion.</b>
<u>Depuis 2017</u>	<b>Membre de la Commission Locale d'Éthique CHU Nord La Réunion</b> (Collège des membres extérieurs au CHU Nord).

- Nov. 2014-juil. 2016      **Membre du Comité Régional de l'Emploi, de la Formation, de l'Orientation Professionnelles (CREFOP)** (Région Réunion).
- Sept.-oct. 2012      **Rapporteuse de la Commission « Réussite estudiantine et insertion professionnelle », Assises ESR** (Région Réunion).
- 2010      **Rapporteuse et animatrice de l'atelier 3 « Femmes et précarité » des États généraux de la femme** (Région Réunion).
- Depuis mars 2017      **Membre du conseil d'administration du Réseau Oté !**  
(Association en addictologie – établissement médico-social).  
**Actuellement Vice-présidente du Réseau Oté !**

## **LISTE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS**

### **1. Ouvrages :**

#### **1.1 Ouvrage individuel**

Thèse - *La magistrature familiale. Vers une consécration légale du nouveau visage de l'office du juge de la famille*, coll. « Logiques juridiques », Paris : L'Harmattan, 2004, 575 p., préface F. DEKEUWER-DÉFOSSEZ.

#### **1.2 Participation à des ouvrages collectifs**

Collaboration à l'écriture du rapport *Commande publique et pérennisation de l'emploi*, Livre blanc du projet de Recherche CPPE, janv. 2022

*Annales Introduction au droit et droit civil 2022*, coll. « Les annales du Droit », Dalloz, T. GARÉ (dir.), sept. 2021 (thème : Sexe et volonté individuelle en droit des personnes).

*Annales Introduction au droit et droit civil 2021*, coll. « Les annales du Droit », Dalloz, T. GARÉ (dir.), sept. 2020 (thème : Religion et Droit).

*Le grand oral. Les droits et les libertés fondamentaux*, coll. : Objectif – Devenir avocat, Ed. Ellipses, R. BERNARD-MÉNORET (dir.)

- act. Chapitre 7 « La protection de la vie familiale », 2<sup>ème</sup> semestre 2020
- act. Chapitre 8 « Les droits de l'enfant », 2<sup>ème</sup> semestre 2020
- act. Chapitre 16 « La liberté d'expression », en collaboration avec R BARRUE-BELOU, 2<sup>ème</sup> semestre 2020.

Rapport – *Féminicides conjugaux à La Réunion entre 2016 et 2019* (en collaboration avec D. RAMAYE, cadre de formation IRTS de La Réunion, docteur en sociologie pour la partie sociale), février 2020, 110 p.

Chapitre 1 « Les procédures de séparation : divorce, séparation de corps, rupture du PACS, rupture du concubinage », in *Le divorce dans tous ses états*, ouvrage collectif, dir. F. DEKEUWER-DÉFOSSEZ, mai 2010, pp. 9-96 (rédaction d'un chapitre).

### **2. Autres publications :**

#### **2.1 Articles**

« Les dépistages et diagnostics génétiques anténatals et le Droit », in *Corps humain et technologies, ouvrage coll., IFJD-Institut Louis Joinet, à paraître début 2022.*

« Proposition de renouvellement de la réflexion sur l'aliénation parentale : la mobilisation du concept d'emprise », en collab. avec Ch. DESNOYER, in *Aliénation parentale : regards croisés, éd. Mare et Martin, août 2021.*

« Dangerosité et cellule familiale », in *Dangerosité et droits fondamentaux*, Colloque CRJ, Université de La Réunion, 28 et 29 novembre 2019, RDLF 2020, chron. n°65

« Quand l'habitude vire à l'assuétude. Contribution d'une approche criminologique à la définition et à la répression de l'habitude au droit pénal », in *Colloque L'habitude en droit*, CRJ, Université de La Réunion, 26 octobre 2018, coll. « Colloque et Essai », LGDJ, 2019, C. AUBRY DE MAROMONT (dir.), pp. 179-188.

« Vulnérabilité et justice pénale », in *Vulnérabilité et droits fondamentaux*, Colloque CRJ, Université de La Réunion, 19 et 20 avril 2018, *RDLF* avril 2019.

« Vulnérabilité et cellule familiale », in *Vulnérabilité et droits fondamentaux*, Colloque CRJ, Université de La Réunion, 19 et 20 avril 2018, *RDLF* mars 2019.

« L'appréhension juridique des addictions. Le choix du droit français. La personne sous l'emprise d'addictions, coupable ou victime ? », in *Actes du Colloque Regards croisés sur les addictions, 16-17 novembre 2017*, Université de La Réunion, FRAR, PEIDD/SAOME, in *Revue juridique de l'océan Indien* N°26, oct. 2019, pp. 285-298.

« Rapport conclusif », in *Actes de la Journée d'études Sécurité sanitaire et risques médicamenteux, juin 2016*, Université de La Réunion, in *Revue juridique de l'océan Indien* N°25, oct. 2018, pp. 219-238.

« Réflexions libres autour de la répression de l'instigation : L'éclairage du droit pénal français à l'aube d'une réforme du Code pénal mauricien » in *Revue juridique de l'océan Indien* N°21, 2016, pp. 143 s. *et Mauritius Criminal Law Review 2014-2015*, avril 2016.

« Recherche désespérément « bonne norme » en droit de la famille... le contre-exemple de la loi relative au mariage pour tous », in *Rapport GIP droit et justice Désordre normatif et qualité de la norme*, 2013, pp. 184-196.

« Le droit pénal à l'épreuve de l'évaluation législative », in *Rapport GIP droit et justice Désordre normatif et qualité de la norme*, 2013, M. MARTEAU-LAMARCHE (dir.), pp. 76-83.

1 « Bioéthique, genre et droit pénal, un trio en quête de partition », in *Bioéthique et genre*, ouvrage coll. A.-F. ZATTARA-GROS (dir.), LGDJ, 2013, pp. 139-150.

« Propos introductifs », in *L'accès à la maternité et à la parentalité à La Réunion et dans l'océan Indien*, Colloque Université de La Réunion, nov. 2012, in *Revue juridique de l'océan Indien* N°18, 2014, pp. 128-132.

« Détournement d'institutions », in *L'accès à la maternité et à la parentalité à La Réunion et dans l'océan Indien*, Colloque Université de La Réunion, nov. 2012, in *Revue juridique de l'océan Indien* N°18, 2014, pp. 195-206.

« La loi expérimentale : scepticisme autour d'une technique législative en quête d'identité », *Revue de la recherche juridique – Droit prospectif* RRJ 2012-4, pp. 1605-1611.

« De la négation classique des conflits de normes à leur nécessaire prise en considération : l'exemple des conflits de qualifications en droit pénal interne. Plaidoyer pour une théorie générale de résolution des conflits de qualifications en droit pénal français », in *GIP Droit et justice, Colloque « Les conflits de normes ou traitement jurisprudentiel et légistique des conflits de normes de même niveau*, 5 et 6 décembre 2011, Université de Lille 2 - CRDP-ERDP, 2012, F. PERALDI-LENEUF et S. SCHILLER (dir.), pp. 396-409.

« Pour une prévention des conflits de normes en droit pénal international », in *GIP Droit et justice, Colloque « Les conflits de normes ou traitement jurisprudentiel et légistique des conflits de normes de même niveau*, 5 et 6 décembre 2011, Université de Lille 2 - CRDP-ERDP, 2012, F. PERALDI-LENEUF et S. SCHILLER (dir.), pp. 64-72.

« Légiférer autrement en droit des personnes et de la famille ? Le législateur français à la croisée des chemins », in *Mélanges en l'honneur de F. DEKEUWER-DÉFOSSEZ*, coll. Montchrestien, 2012, pp. 319-342.

« Droit pénal et droit de la famille. Les liaisons dangereuses », *Droit de la famille*, sept. 2010, Études n°20, pp. 9-13.

« Propos de clôture », in *Colloque Aide aux victimes*, Université de La Réunion - ARAJUFA - Parquet de Saint-Pierre, mars 2009, *Revue juridique de l'océan Indien* N°10, 2010, pp. 63-69.

« Approche juridique de la maternité. Politique nationale et pratiques régionales », in *Politiques de santé dans la zone Sud Ouest de l’océan Indien : Etat des lieux, valeurs et enjeux*, Azalées Éditions, 2011, 237 p.

« Le régime juridique des droits potestatifs en matière contractuelle – entre unité et diversité », *Revue trimestrielle de droit civil*, 2010/2, pp. 209-227.

« L’événement aléatoire et le droit pénal », *Revue de la recherche juridique – Droit prospectif*, 2009-3, pp. 1313-1333.

« La médiation et l’expertise au service de la vie familiale », *LPA 3 déc. 2009*, pp. 38-46.

« Les techniques législatives de résolution des conflits familiaux », in *La résolution des conflits. Justice publique et justice privée : une frontière mouvante*, ouvrage collectif, 2008, pp. 178-193.

« La lettre d’intention après l’ordonnance du 23 mars 2006 relative aux sûretés », *LPA 27 mars 2008*, pp. 19-26.

« Commentaire de l’article II-83 de la Constitution Européenne, Egalité entre hommes et femmes », en collaboration avec F. DEKEUWER-DÉFOSSEZ, in *Traité établissant une constitution pour l’Europe, Partie II, La charte des droits fondamentaux de l’Union, Commentaire article par article, tome II*, éd. Bruylant, 2005, pp. 318 s.

« Aperçu du nouveau dispositif complétant la loi du 26 mai 2004 portant réforme du divorce », *RLDC*, février 2005, n°13, pp. 33-40.

« Les dispositions légales non-normatives. Une invitation à penser la normativité en termes de *continuum* », *Revue de la recherche juridique – Droit prospectif*, 2004, pp. 1679-1697.

## 2.2 Notes de jurisprudence ou commentaires de texte législatif

« Responsabilité pénale du mineur, quand âge et discernement s’emmêlent... », *Projet d’article L. 11-1 du Code de la justice pénale des mineurs*, *LPA mars 2021*.

Arrêt Cour d’appel de Rouen, 31 mai 2018, n°17/02084 - « Pas de fléchissement de la jurisprudence concernant les gestations pour autrui pratiquées en France », *LPA 2019*, n°152, pp. 31-34.

« Elargissement de l’obligation vaccinale pour les jeunes enfants : les paradoxes de la nouvelle législation », *LPA 2018*, n°192, pp. 6-9.

« La question du consentement du mineur aux actes sexuels : attentes et dangers à l’aube de la réforme législative », *LPA 2018*, n°194, pp. 3-8.

Arrêt Cour de cassation 1<sup>ère</sup> Civ. 9 nov. 2016, « La prescription des actions en matière de filiation à l’épreuve du contrôle de proportionnalité », *LPA 2017*, n°151, pp. 18-22.

« Scepticisme autour de la renaissance de la formalité de l’autorisation de sortie du territoire pour les mineurs », *LPA 2017*, n°151, pp. 8-11.

« Clair-obscur sur le régime des actions en matière de filiation. Quand la prescription doit composer avec le contrôle de proportionnalité ! », *LPA 2016*, n°244, pp. 9-14.

Arrêt Cour de cassation 1<sup>ère</sup> Civ. 26 juin 2013, « Le syndrome de l’aliénation parentale (SAP) ou la vraie fausse bonne idée d’une consécration judiciaire », *LPA 2014*, n°157, pp. 7-18.

Jugements Tribunal administratif Montreuil, 14 juin 2012, n°100994 et Tribunal administratif Paris, 21 septembre 2012, n°11211183 et Avis Conseil d’Etat 13 juin 2013, n°362981, « Droit à la connaissance des origines *versus* droit à l’anonymat du don de gamète : Conflit de droits subjectifs cherche désespérément arbitre ... », *LPA 2013*, n°163-164, pp. 4-12.



Décision Conseil constitutionnel n°2011-173 QPC 30 septembre 2011 et arrêt Cour EDH 16 juin 2011, n°19535/08, Pascaud c/ France, « Cacophonie de “droits à” autour de l’expertise *post mortem* », *LPA 2012*, n°138, pp. 7-23.

Arrêts CAA Nantes 31 mars 2011 (N°10NT00884, 3<sup>ème</sup> ch.) et CAA Nancy 25 mai 2011 (N°10NC01305, 3<sup>ème</sup> ch.), « Coup d’arrêt à l’avènement d’un nouveau droit subjectif : Le droit pour la femme à choisir sa technique d’accouchement », *LPA 2012*, n°138, pp. 7-23.

Décisions Conseil Constitutionnel n°2011-163 QPC 16 septembre 2011 et n°2011-222 QPC 17 février 2012, « Les dits et les non-dits du Conseil constitutionnel ou la censure décevante de la qualification pénale d’inceste », *LPA 2012*, n°137, pp. 8-13.

Loi du 9 juillet 2010, « Volte-face législative, ou chronique de la mort annoncée du principe de survie du couple parental au-delà du couple conjugal », *LPA 1<sup>er</sup> juin 2011*, n°108, pp. 8-12.

Décisions Cour EDH 31 août 2010 et Cons. Const. 8 octobre 2010 QPC, « Clair-obscur sur l’adoption au sein du couple homosexuel. Espoirs ou illusions d’une réforme de l’article 365 du Code civil », *LPA 30 mai 2011*, n°106, pp. 15-20.

Arrêts Cour de cassation Crim. 23 septembre 2010, « Le droit à indemnisation du préjudice découlant des circonstances d’une naissance, l’avènement discret d’un droit subjectif », *LPA 1<sup>er</sup> juin 2011*, n°108, pp. 13-17.

Arrêt Conseil d’Etat 4 décembre 2009, « Nouveau rebondissement à propos de la transmission du nom de famille », *LPA 30 juin-1<sup>er</sup> juillet 2010*, pp. 25-29.

Arrêts CA Papeete 10 avril 2008, CA Saint-Denis 20 mars 2007, Cour de cassation 1<sup>ère</sup> Civ. 16 avril 2008, CA Douai 11 décembre 2008, « Délégation et délégation-partage d’autorité parentale : entre espoir et réalisme, l’heure de la mise au point », *LPA 3 juin 2009*, n°110, pp. 7-12.

Avis Cour de cassation 16 décembre 2005, « L’application du statut civil coutumier kanak en matière d’assistance éducative », *LPA 17 octobre 2006*, n°207, pp. 11-15.

Arrêt Cour de cassation 1<sup>ère</sup> Civ. 14 décembre 2005, « Enfin une définition pour la notion de résidence habituelle du mineur », *Lamy Droit civil sept. 2006*, pp. 31-36.

Arrêt Cour de cassation Crim. 7 janvier 2004, « Créance née d’une pension alimentaire et procédure collective », *J.C.P. 2004, éd. G., II, 10 060*.

Arrêt Cour de cassation Crim. 22 octobre 2002, « Travail dissimulé et procédure collective », *J.C.P. 2003, éd. G., II, 10 176*.

Arrêt Cour de cassation 1<sup>ère</sup>Civ. 4 juin 2002, « Réaction de la Cour de cassation face à la surprotection du consommateur dans l’hypothèse d’un crédit mobilier », *Revue de la recherche juridique – Droit prospectif*, 2003-2 (2), pp. 1563-1574.